

Flash

Mars 2026

Optimum Vie est une société d'assurance française membre du Groupe Optimum, un groupe financier diversifié privé canadien ayant des activités au Canada, aux États-Unis et en France.

Voici les rubriques de votre *Flash* de mars :

1. Tracfin et la DGCCRF publient deux brochures pédagogiques sur le dispositif LCB-FT à destination des professionnels déclarants
2. Listes noires des sociétés et sites non autorisés : Forex, options binaires, biens divers, produits dérivés sur crypto-actifs, usurpations... (source : AMF)
3. Le barème de l'impôt sur le revenu pour 2026 (source : Service Public)
4. Fiscalité : le regard des Français sur leurs impôts en 2025 (source : vie-publique.fr)
5. PER : c'est officiel, le report des plafonds de déduction étendu à 5 ans (source : Prévisima)
6. Vie Sociétale - L'éolien : état des lieux et axes de développement à l'heure de la transition énergétique (source : Vie publique)
7. Système de retraite et baisse de la natalité : quelles conséquences ? (source : Vie publique)
8. Au cœur de l'actualité - Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique... en 8 questions
9. Optimum Gestion Financière – Tensions énergétiques : l'Europe mieux armée qu'en 2022

Tracfin et la DGCCRF publient deux brochures pédagogiques sur le dispositif LCB-FT à destination des professionnels déclarants

Proposées pour accompagner les professionnels de l'immobilier et de la domiciliation d'entreprise, Tracfin et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) mettent à disposition deux nouvelles brochures pédagogiques. Celles-ci visent à clarifier les obligations liées au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) afin de faciliter leur application au quotidien.

Pour accompagner les professionnels de l'immobilier et de la domiciliation d'entreprises, Tracfin et la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ont conjointement élaboré deux nouvelles brochures pédagogiques. Ces documents offrent un rappel clair des obligations légales spécifiques au dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), et proposent des outils concrets pour optimiser leurs dispositifs de vigilance et de déclaration de soupçon.

LCB-FT - Professionnels de l'immobilier

Le dispositif de LCB-FT appliqué à l'activité aux Professionnels de l'immobilier

[Télécharger \(PDF - 3 899.9 Ko\)](#)

LCB-FT - Professionnels de la domiciliation d'entreprises

Le dispositif de LCB-FT appliqué à l'activité de Domiciliation d'entreprises

[Télécharger \(PDF - 3 966.2 Ko\)](#)

[Lire l'article complet](#)



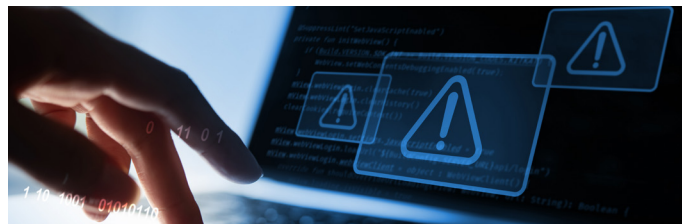
Listes noires des sociétés et sites non autorisés : Forex, options binaires, biens divers, produits dérivés sur crypto-actifs, usurpations... (source AMF)

La liste ci-dessous répertorie les acteurs figurant sur les listes noires, ayant fait l'objet d'une mise en garde publiée par l'Autorité des marchés financiers et/ou usurpant un acteur régulé.

Attention : ce tableau et ces listes sont mis à jour régulièrement mais ne peuvent être exhaustifs : de nouveaux acteurs non autorisés apparaissent régulièrement. En complément, vous pouvez utiliser le service I-SCAN qui donne accès aux listes noires de plus de 150 régulateurs dans le monde ; mais gardez en tête qu'une société non autorisée dans un pays peut toutefois l'être dans un autre.

Si la société que vous recherchez ne figure pas sur les listes noires, vous devez tout de même vérifier qu'elle dispose des autorisations nécessaires pour exercer son activité en France.

Les signaux qui doivent vous alerter : vous ne connaissez pas la personne qui vous contacte, on vous promet des rendements très élevés et sans risque, vous devez prendre une décision rapidement, vous devez effectuer un virement sur un RIB à l'étranger. En cas de doute sur une proposition



d'investissement : faites le test pour estimer le niveau de risque d'arnaque et contactez AMF info service.

Vous pouvez télécharger nos 6 listes noires thématiques en cliquant sur « Télécharger nos listes noires ». Pour retrouver l'ensemble de nos mises en garde nominatives et thématiques, [cliquez ici](#).

Concernant les produits bancaires (livrets, crédits, moyens de paiement) ou d'assurance, reportez-vous aux listes noires disponibles sur le site [ABE info service](#).

Vous pouvez accéder aux listes noires des entités non autorisées à proposer des produits ou services financiers en France sur le site [data.gouv.fr](#).

[Lire l'article complet](#)

Le barème de l'impôt sur le revenu pour 2026 (source : Service Public)

(À jour de la loi de finances pour 2026 parue au Journal officiel du 20 février.)

Le barème sert au calcul de votre impôt, il est progressif et il comporte plusieurs tranches de revenu, qui correspondent chacune à un taux d'imposition différent, qui varie de 0 % à 45 %.

Pour appliquer le barème de l'impôt à votre revenu imposable, il faut tenir compte du quotient familial, c'est-à-dire de votre nombre de parts, qui dépend de votre situation et du nombre de personnes dans votre foyer fiscal.

Le barème de l'impôt est fixé chaque année. Par exemple, le barème de 2026 (applicable aux revenus de 2025) est fixé par la loi de finances pour 2026.

Tableau - Barème progressif applicable aux revenus de 2025

Tranches de revenus	Taux d'imposition de la tranche de revenu
Jusqu'à 11 600 €	0 %
De 11 601 € à 29 579 €	11 %
De 29 580 € à 84 577 €	30 %
De 84 578 € à 181 917 €	41 %
Plus de 181 917 €	45 %



Le taux marginal d'imposition (TMI) est le taux d'imposition qui s'applique à la tranche la plus élevée de vos revenus.

Le taux moyen d'imposition est le taux moyen auquel vos revenus sont taxés. Il vous indique la part que représente votre impôt dans vos revenus. L'avantage fiscal lié aux enfants est limité. C'est le plafonnement du quotient familial.

Avec le lien ci-après vous pouvez accéder à des exemples de calcul selon votre situation familiale (célibataire, marié avec ou sans enfants, parent isolé avec ou sans enfants... etc.)

[Quel est le barème de l'impôt sur le revenu ? | Service Public](#)

Fiscalité : le regard des Français sur leurs impôts en 2025

(source : vie-publique.fr)



Le dernier baromètre du Conseil des prélèvements obligatoires révèle des résultats globalement stables sur la perception qu'ont les Français de leurs impôts. Cependant, il met en évidence une insatisfaction croissante concernant l'utilisation de l'argent public et une perte de confiance envers l'État dans sa capacité à le gérer efficacement.

Tous les deux ans, le Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), une institution associée à la Cour des comptes, publie son baromètre des prélèvements fiscaux et sociaux. La troisième édition de ce baromètre a été publiée le 27 novembre 2025.

Une acceptation nuancée de l'impôt

Comme en 2021 et 2023, les Français interrogés continuent de porter un jugement négatif sur le niveau général d'imposition : 78 % considèrent qu'il est trop élevé (contre 75 % en 2021 et 2023), tandis que 19 % le jugent au bon niveau et 3 % trop bas. En revanche, ils se montrent moins critiques lorsqu'il s'agit de leur propre situation fiscale : 61 % considèrent payer trop d'impôts, 36 % les estiment appropriés et 3 % trop faibles. Les cotisations sociales sont perçues de manière comparable. Plus le niveau de revenus des sondés est élevé, plus l'acceptation de leurs impôts est faible.

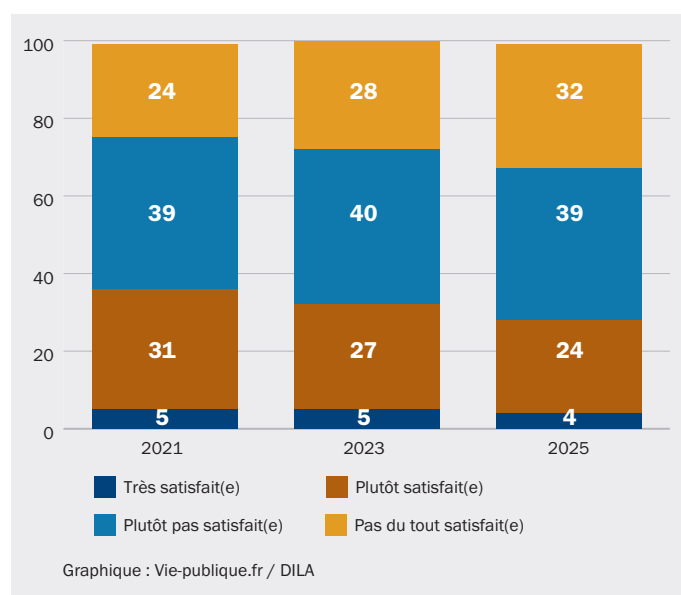
Malgré tout, le civisme fiscal demeure solidement ancré : 79 % des sondés voient le paiement des impôts comme un acte citoyen. L'enquête révèle néanmoins une tolérance envers certaines pratiques d'évitement fiscal ou social, qu'il s'agisse de fraude (illégale) ou d'optimisation (légale mais moralement condamnable). Si 45 % des Français jugent qu'il n'est jamais justifié de frauder, seuls 25 % condamnent le fait de s'expatrier pour réduire ses prélèvements (contre 28 % en 2023). Le travail non déclaré par un employeur est aussi jugé plus sévèrement que lorsqu'il est effectué par un salarié.

Une critique sur l'utilisation des fonds publics

Le baromètre 2025 confirme que la satisfaction concernant l'utilisation des fonds publics, le sentiment d'équité fiscale et la confiance dans les institutions restent les principaux moteurs de l'acceptation fiscale. La connaissance du système socio-fiscal n'est plus un facteur déterminant.

72 % des Français se déclarent insatisfaits de la façon dont l'argent public est utilisé. Ce chiffre progresse par rapport aux précédents baromètres : 65 % en 2021 et 68 % en 2023.

Niveau de satisfaction exprimé sur l'utilisation de l'argent public. En %



Fiscalité : le regard des Français sur leurs impôts en 2025

(source : vie-publique.fr), (suite)

Une majorité estime qu'il est possible d'améliorer la qualité des services publics sans augmenter les prélèvements, voire en les réduisant.

Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus d'accord ? En %

Il est possible d'améliorer la qualité des services publics même en baissant le niveau des impôts ou des cotisations sociales

49

Il est possible d'améliorer la qualité des services publics tout en conservant le niveau des impôts ou des cotisations sociales

38

Il est possible d'améliorer la qualité des services publics à condition d'augmenter le niveau des impôts ou des cotisations sociales

7

Il est possible d'améliorer la qualité des services publics, quelque soit le niveau des impôts et cotisations sociales

6

Graphique : Vie-publique.fr / DILA

Parmi les nouveautés de ce baromètre 2025, trois questions portent sur :

- Le financement de la hausse du budget de la défense annoncée à l'été 2025 : 86 % des sondés ne veulent pas le financer par plus d'impôts, mais par une diminution d'autres dépenses (62 %) ;
- Les prélèvements sur la transmission du patrimoine : 56% jugent ces impôts trop élevés et 31 % les trouvent insuffisants. Par ailleurs, 90 % estiment normal que des parents lèguent leur patrimoine à leurs enfants, même si cela perpétue des inégalités de richesses ;
- La complexité du système fiscal : la majorité des personnes interrogées considère que le système fiscal de la France est plus complexe que celui des autres pays. Toutefois, 64 % déclarent que remplir leur déclaration de revenus est plutôt facile, et 90 % plébiscitent le pré-remplissage des déclarations, jugé très utile pour simplifier les démarches.

Ce que les Français pensent de leurs impôts en 2025 | vie-publique.fr

La confiance accordée à l'État dans l'utilisation des fonds publics est également en net recul, passant de 33 % en 2023 à 22 % en 2025. Cette confiance augmente pour les autres échelons décisionnaires (56% pour les régions, 58 % pour les départements, 69 % pour les communes).



PER : c'est officiel, le report des plafonds de déduction étendu à 5 ans

(source : Prévisima)

La loi de finances pour 2026 introduit une nouveauté pour le Plan d'Épargne Retraite (PER) : les contribuables pourront désormais reporter leurs plafonds de déduction non utilisés sur 5 ans, au lieu de 3. Attention toutefois, cette mesure n'est pas rétroactive. Décryptage d'une évolution qui ouvre de nouvelles perspectives aux épargnants.

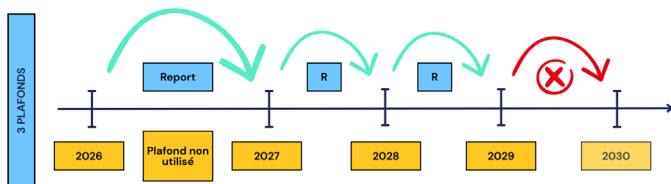
PER : un report prolongé dès 2026, sans rétroactivité

Pour rappel, le PER permet de mettre de l'argent de côté pour sa retraite tout en bénéficiant d'une réduction d'impôt.

Chaque année, il existe un plafond de déduction fiscale : c'est le montant maximum que l'on peut soustraire de ses revenus imposables grâce aux versements effectués sur le PER. Si les versements effectués dans l'année sont inférieurs à ce plafond, la part non utilisée peut être reportée : c'est ce qu'on appelle le rattrapage fiscal.

Avant le 1^{er} janvier 2026, lorsqu'un épargnant n'utilisait pas la totalité de son plafond de déduction PER pour une année donnée, il pouvait le reporter sur les trois années suivantes.

PER : report des plafonds de déduction avant le 1^{er} janvier 2026



© Benoit BERCHEBRU

Pour mieux comprendre, prenons un exemple, avec les règles antérieures à la réforme :

Exemple simplifié :

En 2026, un contribuable dispose d'un plafond annuel de déduction au titre du Plan d'Épargne Retraite (PER) de 4 200 €. Cette année-là, il décide de verser 1 000 € sur son PER. Son taux marginal d'imposition étant de 30 %, il bénéficie immédiatement d'une économie d'impôt de 300 € (soit $1\,000 \times 30\%$). La partie du plafond non utilisée, soit 3 200 €, peut être reportée sur les trois années suivantes (2027, 2028, 2029).

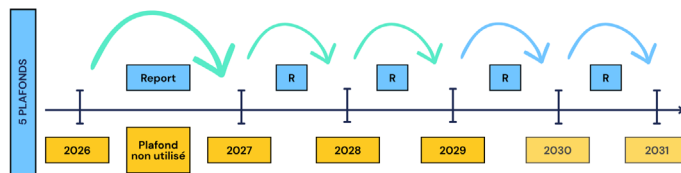
• Utilisation du report en 2027 :

En 2027, ce même contribuable choisit d'effectuer un versement plus important, de 5 000 €. Son plafond annuel de 2027 s'élève également à 4 200 €, mais il peut cette fois utiliser le report de 3 200 € de l'année précédente, ce qui lui offre un total de 7 400 € de déduction disponible. Comme son versement de 5 000 € est entièrement couvert par ce disponible, il bénéficie d'une économie d'impôt de 1 500 € ($5\,000 \times 30\%$).

Il pourra encore utiliser le report restant de 2026, soit 2 400 € ($3\,200 € - [5\,000 - 4\,200]$), sur l'année 2028 ou 2029 s'il le souhaite, selon sa capacité d'épargne ou son niveau d'imposition futur.

La loi de finances pour 2026 étend ce délai à 5 ans, offrant une plus grande flexibilité pour mobiliser les reliquats non utilisés.

PER : report des plafonds de déduction étendu à 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2026



© Benoit BERCHEBRU

Pour mieux comprendre, reprenons notre exemple : consulter la suite en exemple et l'article au complet



L'éolien : état des lieux et axes de développement à l'heure de la transition énergétique (source : Vie publique)

Deuxième source de production d'électricité renouvelable derrière l'énergie hydraulique, l'éolien a connu un essor important avec la nécessité de réduire les émissions carbone. Les efforts se portent aujourd'hui vers l'éolien en mer (offshore) qui semble une voie d'avenir.

Sommaire

1. Un secteur en forte croissance depuis 20 ans
2. Limites techniques et acceptabilité
3. L'éolien en mer, voie d'avenir

Le développement de l'éolien et, plus globalement, des énergies renouvelables, répond à un double objectif inscrit dans la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) :

- Accélérer la transition énergétique pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ;
- Et anticiper de nouveaux besoins en électricité.



Si la croissance de l'éolien se poursuit, la construction de nouvelles installations terrestres est freinée par des contraintes d'espace (normes, règlements) et d'acceptabilité par les populations (pollution visuelle et sonore). Le développement de la filière est aujourd'hui fortement axé sur l'installation d'éoliennes en mer pour exploiter les milliers de kilomètres du littoral français.

La suite en détail avec l'article au complet :

[Transition énergétique : l'éolien, état des lieux et développement | vie-publique.fr](#)

Système de retraite et baisse de la natalité : quelles conséquences ? (source : Vie publique)



Le Conseil d'orientation des retraites (COR) effectue des projections de la situation financière du système de retraite à partir des hypothèses démographiques de l'Insee. Or, le bilan démographique de l'Insee publié en janvier 2026 s'écartera sensiblement des hypothèses démographiques 2021 de l'Insee. Le COR pourrait donc réviser ses projections.

Les projections de la situation financière du système de retraite effectuées en juin 2025 par le Conseil d'orientation des retraites (COR) reposent sur les hypothèses démographiques centrales des projections de population 2021 de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) :

- Allongement de l'espérance de vie ;
- Fécondité de 1,8 enfant par femme ;
- Solde migratoire de +70 000 personnes par an.

Toutefois, le bilan démographique de l'Insee publié en janvier 2026 s'écartera sensiblement de ces projections :

- Fécondité de 1,56 enfant par femme, soit le niveau le plus faible depuis 1917 ;
- Solde naturel de -6 000, une première depuis 1945 ;
- Solde migratoire de +176 000 personnes.

Le COR annonce dans une lettre du mois de février que, face à ces écarts, il pourrait significativement réviser le diagnostic financier de son prochain rapport, attendu en juin 2026.

Récapitulatif des hypothèses de sensibilité du rapport annuel 2025 du COR

	Scénario de référence	Hypothèse basse	Hypothèse haute
Taux de fécondité	1,8 enfant	1,6 enfant	2,0 enfants
Espérance de vie à 65 ans en 2070 des femmes	26,7 ans	24,1 ans	29,7 ans
Espérance de vie à 65 ans en 2070 des hommes	24,8 ans	22,2 ans	27,7 ans
Solde migratoire	+70 000	+20 000	+120 000
Taux de chômage	7,0%	5,0%	10,0%
Croissance annuelle du taux de productivité horaire	0,7%	0,4%	1,0%

Système de retraite et baisse de la natalité : quelles conséquences ?

(source : Vie publique), (suite)

Baisse de la natalité et dégradation du solde du système de retraite

Les dernières projections du COR prévoient des besoins de financement pour le système de retraite avec, à réglementation inchangée, un déficit de :

- -0,2 point de produit intérieur brut (PIB) en 2030 ;
- -1,4 point de PIB en 2070.

Outre les hypothèses économiques des taux de productivité (0,7 % à partir de 2040) et de chômage (stabilisé à 7 % dès 2032), les hypothèses démographiques envisagent 1,8 enfant par femme.

Si les dernières tendances devaient perdurer (1,56 enfant par femme contre 1,8 dans le scénario de référence), le ratio de dépenses de retraite dans le PIB serait inchangé jusqu'au milieu des années 2040. Ce ratio irait ensuite croissant pour s'établir à 0,6 point de PIB en 2070. Les dépenses de retraite seraient identiques, mais le PIB serait de plus en plus faible du fait d'une moindre population active.

Retraites : un rapport du COR sur les pensions de réversion et les droits familiaux

Solde migratoire plus important et amélioration du solde du système de retraite

Un solde migratoire plus élevé aurait pour conséquence immédiate des ressources plus élevées et donc une amélioration du solde du système de retraite. Conséquence sur le long terme, un nombre plus élevé de retraités que dans le scénario de référence réduirait cet effet sur le solde.

Sur la période 2018-2022, le solde migratoire est de +186 000 personnes par an, soit un niveau beaucoup plus élevé que dans les projections centrales (+80 000) ou la cible du scénario de référence (+70 000).



Le COR souligne qu'une variation à la baisse de l'espérance de vie aurait un effet immédiat sur la part des dépenses de retraite dans le PIB, qui seraient abaissées. Sur le long terme la part des dépenses de retraite dans le PIB s'écarterait :

- de -0,6 point en 2045 et de -1,2 point en 2070 dans le scénario d'espérance de vie basse ;
- de +0,6 point en 2045 et de +1,3 point en 2070 dans le scénario d'espérance de vie élevée.

Vers une révision du prochain diagnostic financier du système de retraite ?

Le COR rappelle que, compte tenu de l'incertitude inhérente aux hypothèses de long terme et de la forte sensibilité des projections liées aux règles de pilotage du système (indexation des droits et des pensions sur les prix ; absence de prise en compte explicite des évolutions démographiques), le diagnostic sur les perspectives financières du système de retraite est délicat.

Un réexamen de ces hypothèses, avec l'appui de l'Insee, est prévu pour avril 2026, en vue de la rédaction du rapport annuel de juin 2026, dont le diagnostic financier pourrait être « significativement révisé ».

Système de retraite et baisse de la natalité : quelles conséquences ? | vie-publique.fr



Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique... en 8 questions

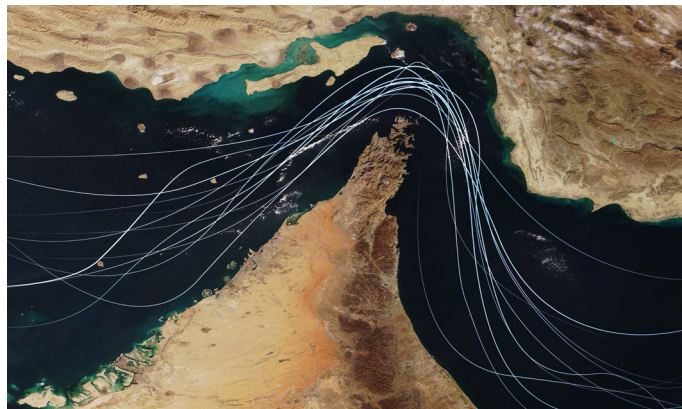
Les hydrocarbures (pétrole et gaz) rendent le détroit d'Ormuz indispensable à l'économie mondiale. Il est l'une des zones stratégiques les plus fébriles de la planète. Déjà enjeu de vives tensions lors de la première présidence de Donald Trump, Ormuz revient au premier plan de l'actualité avec la guerre déclenchée contre l'Iran en 2026.

- 1) Quelles sont les caractéristiques du détroit d'Ormuz ?
- 2) En quoi le détroit d'Ormuz est-il stratégique ?
- 3) Quelle est l'histoire du détroit d'Ormuz ?
- 4) De quelle souveraineté étatique le détroit d'Ormuz relève-t-il ?
- 5) L'Iran peut-il fermer le détroit d'Ormuz ?
- 6) L'Iran aurait-il vraiment intérêt à bloquer le détroit d'Ormuz ?
- 7) Les États-Unis ont-ils vocation à garantir (seuls) la libre circulation dans le détroit d'Ormuz ?
- 8) Peut-on contourner le détroit par voie terrestre ?

Quelles sont les caractéristiques du détroit d'Ormuz ?

Le détroit tient son nom de la petite île d'Ormuz située sur sa rive iranienne. Il permet le passage du golfe Persique au golfe d'Oman, puis à la mer d'Arabie et à l'océan Indien. Avec Gibraltar, le Bosphore et Malacca (et le canal de Suez), c'est l'un des grands détroits de la planète. Il est situé sur une très ancienne route commerciale terrestre et maritime entre l'Asie, la Méditerranée et l'Europe. L'ouverture du canal de Suez en 1869 avait réduit l'importance de la route maritime, avant que l'ère du pétrole après 1945 ne la rende indispensable à l'économie mondiale.

Avec Gibraltar, le Bosphore et Malacca (et le canal de Suez), le détroit d'Ormuz est l'un des grands détroits de la planète.



Entre la pointe montagneuse omanaise de Musandam (rive sud) et la côte iranienne (rive nord, aux nombreuses îles), le détroit a une largeur d'une trentaine de milles marins (55 km), dont une dizaine seulement considérés comme sûrs par leur profondeur. Le trajet le plus court pour le franchir, qui correspond aussi aux eaux les plus profondes, longe la côte omanaise pour doubler le Ras Musandam. La taille croissante des navires qui le franchissent a amené, pour la sécurité du transit, au tracé de deux couloirs de navigation de deux milles (3,5 km) de large chacun, l'un montant, l'autre descendant. Ces couloirs de navigation sont séparés par un couloir tampon de deux milles. Ces rails sont considérés comme étroits pour les supertankers, et les porte-conteneurs et méthaniers géants contemporains.

En quoi le détroit d'Ormuz est-il stratégique ?

C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que la région du Golfe devient « le cœur pétrolier de la planète », en termes de réserves et de production de pétrole, puis de gaz. Dès lors, le détroit d'Ormuz est une artère vitale pour l'exportation des hydrocarbures de cinq des plus gros producteurs mondiaux (Arabie saoudite, Iran, Irak, Émirats arabes unis, Koweït).

En 2024 et 2025, un tiers des hydrocarbures transportés par tankers dans le monde y ont transité. Soit environ 20% de la consommation mondiale de pétrole, représentant 20 millions de barils par jour (brut, condensats et produits pétroliers). Environ un cinquième du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL) transporté par méthaniers emprunte également ce passage stratégique. Le trafic représente quotidiennement des dizaines de pétroliers et de chimiquiers, sans compter les porte-conteneurs et les navires militaires et, plus récemment, des bateaux de croisière.

Lors du choc pétrolier de 1973, le Golfe représentait plus de 35 % de l'approvisionnement pétrolier mondial, répartis à parts comparables entre l'Europe, les États-Unis et le Japon. Depuis lors, la géographie de la dépendance énergétique a profondément évolué. L'Europe a diversifié ses fournisseurs, particulièrement depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie



Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique... en 8 questions (suite)

en 2022. Devenus premiers producteurs mondiaux en 2018, les États-Unis sont quant à eux devenus exportateurs nets d'hydrocarbures grâce à l'essor du pétrole et du gaz de schiste. Ils ne dépendent plus que marginalement du Golfe : en 2024, les importations américaines de brut et de condensats provenant des pays du Golfe et transitant par le détroit d'Ormuz ne représentaient plus qu'environ 7 % des importations de pétrole des États-Unis, et 2 % de leur consommation totale de liquides pétroliers.

En revanche, la situation est très différente pour l'Asie orientale, très fortement dépendante de cette route maritime : environ 84% des flux de pétrole brut et de condensats transitant par le détroit d'Ormuz en 2024 étaient destinés aux marchés asiatiques, principalement la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Inde. Profitant des sanctions américaines frappant depuis 2018 l'exportation des hydrocarbures iraniens, la Chine a ainsi enlevé ces dernières années la quasi-totalité de la production de la République islamique, à des prix du baril très inférieurs à ceux du marché mondial.

Le détroit connaît aussi un important trafic transversal, rarement pris en compte. Le principal port iranien du détroit, Bandar Abbas, près de 700 000 habitants, n'a qu'une profondeur limitée qui ne permet pas l'accostage de



grands navires. Les cargaisons (y compris d'hydrocarbures) doivent donc être transbordées dans les ports des Emirats arabes unis au départ comme à l'arrivée. À quoi s'ajoute un intense trafic de contrebande au départ d'Oman et des Emirats (Dubaï surtout) vers les côtes iraniennes, sur de petites embarcations rapides, et pour des marchandises de toute nature, y compris sous embargo international. Avec la complicité intéressée des Gardiens de la révolution (pasdaran) et de fonctionnaires iraniens, cette contrebande irrigue le marché intérieur iranien et ses 90 millions de consommateurs.

Quelle est l'histoire du détroit d'Ormuz ?

La suite et l'intégralité de l'article avec le lien suivant :

[Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique | vie-publique.fr](#)



Optimum Gestion Financière - Tensions énergétiques : l'Europe mieux armée qu'en 2022

Sans conteste, la guerre en Iran constitue un **choc pétrolier substantiel**, avec un baril de Brent qui s'échange au-delà des 100 \$/baril, soit une hausse de plus de 80 % sur 1 an¹. Les marchés redoutent une perturbation durable du détroit d'Ormuz, véritable artère énergétique mondiale. Parmi les 3 scénarios que nous avons identifiés, celui du **conflit régional** prolongé se renforce, avec pour conséquence une hausse des prix de l'énergie. Néanmoins, 3 facteurs nous amènent à nuancer cette crise pour l'Europe :

1. Les pays asiatiques sont les principaux importateurs d'énergie du Moyen-Orient, **seulement 3,8 % du gaz importé dans l'Union européenne** provenait du Qatar en 2025.
2. **Le prix du gaz en Europe progresse moins fortement que celui de l'or noir** (+57 % sur 1 an¹). Les prix du gaz naturel (66 €/MWh¹) demeurent loin des pics atteints lors de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine (300-400 €/MWh).
3. **Les prix de marché de l'électricité² en France sont même en baisse** grâce à la production nucléaire (-8 %³). La hausse est modérée en Allemagne (+13 %²)

Prix Électricité forward 1 an (EUR/MWh)



Source : Bloomberg

Le risque de stagflation ravivé

L'activité économique est également perturbée par la guerre et la poussée inflationniste. La *Fed* et la *BCE* ont ainsi abaissé leur prévision de croissance lors de leur dernière réunion. La *Banque d'Angleterre* a même ouvert la voie à un durcissement de sa politique monétaire. Les investisseurs attendent désormais entre 2 et 3 hausses de taux en zone euro sur l'année contre aucune en début d'année. Un mouvement qui serait considérablement moins violent qu'en 2022-23, où la *BCE* avait procédé à 18 hausses, car les taux étaient négatifs au début de la crise. **Nous ajustons nos portefeuilles en conséquence en renforçant les secteurs défensifs⁴ dont le poids a progressé de 24 % à 34 % dans notre fonds d'actions européennes.**

Les actions nord-américaines amortissent la baisse européenne

La hausse des prix de l'énergie va éroder la valeur réelle des liquidités, alors que la baisse des marchés actions européens offre des opportunités. Les obligations souffrent également en période inflationniste, toutefois, le point de départ est bien plus favorable qu'en 2022. En effet, le taux de rendement des obligations en euros se limitait à 0,24 % début janvier 2022⁵, alors qu'il atteignait 2,81 % fin février 2025, la veille du déclenchement des hostilités. **Ce coussin de rendement offre une protection qui n'existait pas en 2022.** Enfin, les actions nord-américaines apportent de la diversification et amortissent la baisse de -5,5 % des actions européennes depuis le début du conflit⁶. En effet, les actions américaines et canadiennes reculent de -1,1 % et -2,5 % sur la même période en euro⁵. Après un début d'année porteur, 6 % de hausse pour notre fonds d'actions européennes avant le conflit, la tendance s'est inversée en raison du choc énergétique. **Le président américain a réitéré sa volonté de débloquent le détroit d'Ormuz à l'approche des élections de mi-mandat, un revirement pourrait rapidement intervenir sur les marchés financiers.**

Performances nettes de frais de gestion (%)	2026	2025
Profil Prudence	-1,0	-1,2
Profil Équilibré	-1,3	-2,2
Profil Diversifié	-1,3	-3,5
Profil Dynamique	-1,9	-4,1
Optimum Actions	-2,1	-8,3
Optimum Actions Internationales	-2,0	-0,1
Optimum Actions Canada (R)	-0,3	-0,8
Optimum Patrimoine	-1,3	-3,5
Optimum Obligations	-0,5	1,1

Au 13 février 2026

¹Au 19 mars 2026

²Forward 1 an

³Moyenne mobiles 5 jours

⁴Télécoms, santé, consommation de base et services aux collectivités

⁵Indice Bloomberg EuroAgg rassemblant les obligations gouvernementales et d'entreprises à taux fixe libellées en euros.

⁶Au 18 mars 2026

Les informations contenues dans ce document ne constituent pas une offre d'achat, de vente, de souscription ou de services financiers, ni une sollicitation d'une offre d'achat de quelques produits d'investissement que ce soit. Tout investissement comporte des risques. Ce document ne tient pas compte des circonstances particulières propres à tout destinataire individuel auquel cette communication a été envoyée et ne doit pas être invoqué pour prendre une décision d'investissement. Chaque personne est invitée à lire le prospectus du fonds d'investissement envisagé avant toute décision d'investissement.

OPTIMUM VIE S.A.

94, rue de Courcelles
75008 Paris, France
+ 33 1 44 15 81 81

optimumvie.com
optimumvie.com/linkedin

